Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 31 (2024)
Heft: 2: 30 Jahre traverse : un collectif au travail

Artikel: Pour un réengagement de l'histoire du travail (ou Update 2024)
Autor: Piguet, Laure
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1074661

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Pour un réengagement de l'histoire du travail (ou *Update* 2024)

Laure Piguet

Update 2000: un dossier dans l'air du temps

En l'an 2000, *traverse* publie un numéro thématique au titre accrocheur d'*«Arbeitergeschichte»: Update 2000*, traduit en français par *«Histoire ouvrière»: Update 2000*. Ce dossier regroupe une partie des contributions présentées lors d'une journée d'étude organisée en mars 1999 par l'Union syndicale suisse, rencontre destinée aux «nouvelles perspectives théoriques dans l'histoire des ouvrières et des ouvriers».[1] Issu d'une proposition de la société civile, il reflète l'existence de liens entre sphère militante et académique ainsi que l'une des particularités de l'histoire ouvrière: son engagement. Dans leur introduction, Nicole Schaad et Angelus Eisinger relèvent d'entrée de jeu que «[l]es modèles méthodologiques, théoriques et idéologiques de l'histoire ouvrière ont vieilli». Schaad et Eisinger parlent même d'une historiographie en crise (expression qui disparaît dans la version française) et d'un champ en mal de repères.[2] Le questionnement qui structure le dossier est alors de savoir si l'histoire ouvrière peut être renouvelée et si oui, comment.

Ce numéro s'inscrit dans une période de profonde remise en question de l'histoire ouvrière telle que pratiquée notamment en France, en Grande-Bretagne ou en Australie. De fait, dans les années 1990 et 2000, la représentation d'une historiographie en crise ou désorientée est largement partagée.[3] Selon les historien·ne·s qui se sont penché·e·s sur la question, la responsabilité en incombe à la perte de vitesse des idées socialistes, accélérée par la chute de l'URSS, à la désindustrialisation ou aux politiques néolibérales.[4] Les textes dont les titres «sound like funeral marches» pour l'histoire ouvrière sont alors nombreux.[5] En 1993, Marcel van der Linden édite un numéro spécial de l'*International Review of Social History* intitulé *The End of Labour History?*.[6] Deux ans plus tard, David Howell rédige un éditorial de la *Labour History Review* sur la crise que traverse ce champ.[7] Cette affirmation provoque en retour de multiples réponses interrogeant le futur de l'histoire ouvrière.[8] Si cette historiographie connaît également «un puissant reflux»[9] en France dans les années 1990, les articles de type «bilans et perspectives», plus rares, sont moins pessimistes.[10] En 1994, An-

toine Prost parle plutôt de «profond renouvellement» pour qualifier l'état de la recherche en France.[11] Toutefois, comme il l'indique en conclusion, «on ne discerne pas encore qu'elle se soit recomposée autour de nouvelles questions et de nouveaux systèmes d'explication».[12]

Des pistes multiples, mais dispersées

Partant donc du constat largement partagé d'un déclin et d'une transformation nécessaire de l'histoire ouvrière, le dossier de «mise à jour» publié par *traverse* en l'an 2000 contient à la fois des bilans historiographiques critiques et des réflexions fondées sur des études de cas. Les pistes proposées sont nombreuses, de nature variée et relativement analogue aux nouvelles orientations présentées dans d'autres cadres.[13] À travers une revue de la littérature, Kathleen Canning exposait les apports de l'approche par le genre à cette historiographie.[14] Thomas Welskopp appelait à enquêter sur des sujets comme les identités ouvrières, à élargir le concept de classe ou à approfondir l'analyse des rapports entre individus et collectifs.[15] Charles Heimberg mentionnait, quant à lui, la nécessité d'«une perception plus fine et mieux réfléchie des rapports entre monde et mouvements ouvriers, entre base et avant-gardes, entre réalités quotidiennes et théories politico-sociales».[16]

Une fois refermé ce dossier, reste à la lectrice le sentiment que, si les pistes suggérées sont riches et variées, la question de la cohérence ou de l'orientation de l'histoire ouvrière a été laissée en suspens. Initialement, «[f]aire l'histoire des travailleurs se ramenait essentiellement à faire l'histoire des luttes ouvrières vues à travers le prisme de la partie organisée et combative du salariat, et en particulier du salariat d'usine».[17] L'élargissement (ou l'abandon) du concept de classe ne peut donc manquer d'avoir des effets sur une historiographie qui lui est si fortement liée. En 1994, Antoine Prost s'interrogeait sur la possibilité de maintenir la cohérence de ce champ alors que «la notion même de classe ouvrière devient problématique». Il s'inquiétait même de savoir si «cela aura [...] encore un sens, dans vingt ans, de parler d'histoire ouvrière?».[18] La lecture des bilans historiographiques récents lui donne raison. Si les études sur le travail se sont enrichies entre autres grâce à des questionnements sur les liens entre ethnie, race et travail, à l'étude du travail non salarié et à la globalisation de l'appréhension de cette activité humaine,[19] le terme «histoire ouvrière» a presque disparu. Dès 2001, Philippe Minard ou Michel Pigenet se servent d'ailleurs de l'expression «histoire du travail» et non plus «histoire ouvrière» pour désigner l'étude des «hommes au travail»[20] alors que l'expression originelle apparaît encore dans *Update 2000*. L'histoire ouvrière avait en outre une «vocation militante»[21] pleinement assumée.

Elle était fondamentalement liée à l'engagement communiste de ses fondateurs, notamment Edward P. Thompson et Eric Hobsbawm.[22] Comme le révèlent certains articles du dossier *Update 2000*, une partie de la profession voit avec satisfaction le détachement des recherches sur le travail de leur socle idéologique. Welskopp se réjouit par exemple que cette historiographie ne soit plus, grâce à la fin de la guerre froide, otage de «politische Auseinandersetzungen vor allem innerhalb der Linken».[23] Or, c'est sans doute son engagement qui a fait l'unité de l'histoire ouvrière, sa force et sa beauté. Peut-on imaginer *The Making of the English Working Class* sans la volonté clairement affichée par son auteur que ses investigations «rescue the poor stockinger, the Luddite cropper, the ‹obsolete› hand-loom weaver, the ‹utopian› artisan [...] from the enormous condescension of posterity»?[24] Bien entendu, les études actuelles reflètent plus fidèlement les complexités du réel. On peut toutefois regretter que cette historiographie soit devenue un champ comme un autre, au mieux destiné à satisfaire la curiosité d'un public de classes moyennes (pour ne pas dire «de la bourgeoisie»). Neville Kirk relève, en 2010 déjà, que «labour history has recently displayed worrying signs of retreat into conservative insularity and academicism».[25] Cette séparation entre le travail scientifique et militant semble d'ailleurs bien amorcée dans *Update 2000*, dossier qui, bien que né d'une impulsion du mouvement syndical suisse, n'y fait aucune allusion.

Les voies d'un réengagement assumé

Si je n'ai aucune nostalgie pour l'historiographie marxiste et me réjouis de la démultiplication des objets d'étude, il me semble toutefois qu'il serait temps de se demander à nouveau «[p]our qui cette histoire? Dans quel but? À qui et à quoi sert-elle par rapport au mouvement ouvrier?»[26] ou, plus largement, par rapport aux mobilisations des travailleur·euse·s. Face à un contexte politique préoccupant, l'appel lancé par Kirk aux historien·ne·s de (re)créer des liens avec une audience non académique, notamment syndicale, est plus que jamais d'actualité.[27] Répondre à l'invitation de Katrina Navickas de réunir, à nouveau, l'étude des mobilisations collectives à celle de la vie quotidienne afin de redonner du sens à ces recherches me semble également nécessaire, voire vital.[28] Un tel retour à l'objectif initial de l'histoire ouvrière n'est toutefois ni anodin pour nos carrières académiques ni aisé à réaliser en l'absence d'une grille de lecture commune. Comme le relève Peter Gurney, «[i]t would be foolish to deny that it is hard to be committed when so much of our political life has atrophied and when our universities are increasingly subject to the discipline of the Market».[29] La crainte d'afficher ses convictions est sans doute renforcée en Suisse par le discours de certains

politiciens qui, confondant (sciemment ou non) «engagement» et «objectivité», menacent de sanctionner les universitaires qui prennent position.[30]

Un réengagement de l'histoire du travail ne pourra en outre pas faire l'économie d'une réflexion sur le type de récit capable de nourrir (voire d'unir) les personnes qui se mobilisent aujourd'hui pour améliorer leurs conditions de vie et de travail. Deux thèmes me semblent particulièrement prometteurs. Se saisir de l'invitation lancée par le philosophe Emmanuel Renaut aux sciences humaines de s'emparer à nouveau de la notion d'«exploitation»[31] est l'une des voies possibles. Présenter l'histoire du travail à travers celle des mécanismes de l'accaparement, par une minorité, de la valeur créée par le travail a quelques chances d'intéresser les premier·ère·s concerné·e·s. Étrangement (ou pas), l'histoire de l'insécurité de l'emploi est très peu abordée en Suisse romande – à l'exception du dossier thématique sur *Les saisonniers·ères en Suisse*[32] – alors qu'elle a récemment donné lieu à de nombreuses études.[33] Il s'agit, à mon avis, d'une autre voie possible pour un retour de l'histoire du travail dans les luttes sociales tant les récits sur le travail précaire sont aujourd'hui (malheureusement) susceptibles de toucher un large public, des agent·e·s de nettoyage aux employé·e·s de l'accueil parascolaire, des travailleur·euse·s du clic à une partie grandissante des travailleur·euse·s de l'enseignement et de la recherche en Suisse.

Notes

1 Nicole Schaad, Angelus Eisinger, «‹Arbeitergeschichte›: update 2000», *traverse* 2 (2000), 7–10, ici 8.
2 *Ibid.*, 7.
3 John Saville, «The Crisis in Labour History. A Further Comment», *Labour History Review* 61/3 (1996), 322.
4 Neville Kirk, «Challenge, Crisis, and Renewal? Themes in the Labour History of Britain, 1960–2010», *Labour History Review* 75/2 (2010), 175.
5 Kim Christian Priemel, «Heaps of Work. The Ways of Labour History», *H-Soz-Kult* (2014), 2, www.hsozkult.de/literaturereview/id/fdl-136825 (25. 3. 2024).
6 Marcel van der Linden, «Editorial. The End of Labour History?», *International Review of Social History* 38 (1993), 1.
7 David Howell, «Editorial», *Labour History Review* 60/1 (1995), 2.
8 Voir, par exemple, Malcolm Chase, «The Current and Future Position of Labour History», *Labour History Review* 60/3 (1995), 46–48; Keith Flett, «Urgent Action Needed», *Labour History Review* 60/3 (1995), 49–50.
9 Nicolas Hatzfeld, Michel Pigenet, Xavier Vigna, «Perspectives cavalières sur l'historiographie française de l'époque contemporaine», in: Nicolas Hatzfeld, Michel Pigenet, Xavier Vigna (éd.), *Travail, travailleurs et ouvriers d'Europe au XXe siècle*, Dijon 2016, 68.
10 Voir, par exemple Christian Chevandier, Michel Pigenet, «L'histoire du travail à l'époque contemporaine, clichés tenaces et nouveaux regards», *Le mouvement social* 200 (2002), 163–169; Philippe Minard, «Le travail dans son histoire. Les fils renoués», entretien réalisé par Anne Jollet, *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* 83 (2001), 47–65; Michel Pigenet,

«L'histoire du travail, une histoire en chantier», entretien réalisé par Sylvie April et Anne Jollet, *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* 83 (2001), 99–122.

11 Antoine Prost, «L'histoire ouvrière en France aujourd'hui», *Historiens & géographes* 350 (1995), 203.

12 *Ibid.*, 208.

13 Schaad, Eisinger (voir note 73), 9.

14 Kathleen Canning, «Gender and the Languages of Labor History. An Overview», *traverse* 2 (2000), 33–43.

15 Thomas Welskopp, «Arbeitergeschichte im Jahr 2000. Bilanz und Perspektiven», *traverse* 2 (2000), 16.

16 Charles Heimberg, «Comment renouveler l'histoire du mouvement ouvrier. L'exemple de l'interdiction de l'absinthe», *traverse* 7/2 (2000), 95–96, ici 95.

17 Minard (voir note 10), 49.

18 Prost (voir note 11), 208.

19 Marcel van der Linden, «Labour History beyond Borders», in Joan Allen, Alan Campbell, John McIlroy (éd.), *Histories of Labour. National and International Perspectives*, London 2010, 362. Pour un bilan très détaillé des développements en Suisse de l'*Arbeitergeschichte*, voir Rebekka Wyler, «Das ‹Proletariat› und die ‹Anderen›. Sozialgeschichte der ArbeiterInnen und Unterschichten», *traverse* 18/1 (2011), 137–172.

20 Anne Jollet, «Comment les historiens parlent-ils du travail?», *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* 83 (2001), 9; Minard (voir note 10); Pigenet (voir note 10).

21 Minard (voir note 10), 49.

22 Prost (voir note 11), 202.

23 Welskopp (voir note 15), 16.

24 Sur l'engagement d'Edward P. Thompson, voir notamment Michael D. Bess, «E. P. Thompson. The Historian as Activist», *American Historical Review* 98 (1993), 18–38; Peter Gurney, «History and Commitment. E. P. Thompson's Legacy», *Labour History Review* 78/3 (2013), 331–349.

25 Kirk (voir note 4), 163.

26 Georges Haupt, *L'historien et le mouvement social*, Paris 1980, 19. Mes remerciements à Benjamin Laillier pour m'avoir rendue attentive à l'existence de cet article lors d'une discussion sur X autour de l'expression «histoire ouvrière» et pour me l'avoir envoyé.

27 Kirk (voir note 4), 175.

28 Katrina Navickas, «What Happened to Class? New Histories of Labour and Collective Action in Britain», *Social History* 36/2 (2011), 192 et 204.

29 Gurney (voir note 24), 345.

30 Michel Guillaume, «Ces scientifiques qui provoquent la polémique», *Le Temps*, 31. 10. 2019.

31 Emmanuel Renault, *Abolir l'exploitation. Expériences, théories, stratégies*, Paris 2023, 5–6.

32 *Les saisonniers·ères en Suisse. Travail, migration, xénophobie, solidarité*, *traverse* 29/3 (2022). Ce constat est fondé sur une étude des titres des articles publiés dans la revue *traverse* et *Cahiers d'histoire des mouvements ouvriers* ces dix dernières années ainsi que sur les titres des thèses de doctorat en histoire contemporaine, moderne et médiévale recensés sur le site de la CUSO (https://histoire.cuso.ch/accueil). J'ai également procédé à une recherche par mots-clefs pour les deux revues citées et pour la *Revue suisse d'histoire*.

33 Eloisa Betti, «Historicizing Precarious Work. Forty Years of Research in the Social Sciences and Humanities», *International Review of Social History* 63/2 (2018), 273–319.